



Réconciliation nationale : La CODER demande au Président du Faso d'organiser des assises nationales préparatoires

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°348 du lundi 3 avril 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 22.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Evaluation des marchandises à l'importation des prix de transferts : Un atelier pour sensibiliser les acteurs des douanes et des impôts

Page 4



Foire nationale du sésame: le label qualité au cœur des préoccupations

Page 7



Assemblée nationale : Les députés interpellent le gouvernement

Page 2



Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



Assemblée nationale : Les députés interpellent le gouvernement

Région du Centre



Il faut aider le peuple à retrouver ces 31 véhicules, dit Salifou Diallo, Président de l'Assemblée nationale.

Les députés étaient réunis ce vendredi 31 mars 2017 dans l'après midi en séance plénière pour des questions d'intérêt public adressé au gouvernement entre autres la disparition des 57 véhicules du parc automobile et la vérification fiscales des produits du tabac. Quatre questions orales sans débats et deux avec débats étaient à l'ordre du jour.

Deux ministres interpellés étaient absents, celui de la santé et celui de la justice. Simon Compaoré de la sécurité, Siméon Sawadogo de l'administration territoriale et

Pauline Zouré, secrétaire d'Etat auprès du ministère des finances sont venus répondre aux députés chacun dans ce qui le concerne. Au total, quatre questions orales sans débats et deux avec débats étaient prévues. De la disparition des 57 véhicules, Simon Compaoré a revu le nombre à la baisse. 53 a-t-il dit et 22 ont été retrouvés. Les 31 sont toujours dans la nature. Le porteur de la question, le Député Moussa Zerbo du groupe parlementaire UPC n'est visiblement pas satisfait de la réponse donnée par le ministre de la sécurité. Pour lui, il y'a une mauvaise volonté du gouvernement dans cette affaire. « Aujourd'hui notre parc

automobile est pauvre et 31 véhicules en nature c'est un peu trop, et lorsque nous savons que chaque véhicule a un numéro châssis, il suffit simplement de lancer l'appel et interpole retrouve ces véhicules », « ils savent où se cachent ces véhicules », a-t-il lancé. Il dit prendre l'opinion nationale en témoin car dit-il « on va revenir sur cette question »

Le président de l'Assemblée nationale a exhorté le gouvernement à faire en sorte que les recherches continuent et que les responsabilités soient situées. « Il faut aider le peuple à retrouver ces 31 véhicule », a-t-il ajouté.

La suite à la page 3.



SOCIÉTÉ ET DÉVELOPPEMENT

La suite de la page 2.

Le ministre de l'administration territoriale, quant à lui, est venu faire le point du transfert de compétences et de ressources aux collectivités territoriales. Un transfert qui a concerné onze domaines entre autres l'éducation, la santé, la culture, le sport et les loisirs et plus de 157 milliards de F CFA constituent les ressources financières cumulées qui ont été transférées aux collectivités. Le gouvernement interpellé sur la vérification fiscale des produits du tabac en lien avec la non implication du ministère de la santé a fait l'objet d'une question orale avec débat et le Président de l'assemblée nationale a ordonné sur le champs la mise en place d'une mission d'information auprès des trois ministères concernés à savoir la santé, les finances et le commerce pour dit-il ramener le gouvernement à des questions d'intérêt général.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI



Le ministre Simon Compaoré interpellé par les députés.



Moussa Zerbo, député du groupe parlementaire UPC.

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



Evaluation des marchandises à l'importation des prix de transferts : Un atelier pour sensibiliser les acteurs des douanes et des impôts

Région du Centre



Comment harmoniser ou faire en sorte qu'il y ait une communication bilatérale entre les deux administrations des fiscalités et des douanes pour une meilleure collecte des ressources de l'Etat ?

L'Organisation mondiale des douanes(OMD) en collaboration avec l'organisation de Coopération de développement économique (OCDE), la Direction générale des douanes (DGD) et l'Ecole nationale des douanes (END) a organisé un atelier régional sur l'évaluation en douane et les prix de transfert le lundi 20 mars 2017 à Ouagadougou.

Comment harmoniser ou faire en sorte qu'il y ait une

communication bilatérale entre les deux administrations des fiscalités et des douanes pour une meilleure collecte des ressources de l'Etat ? C'est dans l'objectif de parvenir à cette situation que l'Organisation mondiale des douanes en collaborations avec ses partenaires a initié cet atelier de formation à l'attention des acteurs des administrations douanières et fiscales le lundi 20 mars 2017 dans l'enceinte du Centre régional de formation (CRF) logé au sein de l'Ecoles nationale des douanes. La directrice générale adjointe des douanes, S. Micheline Ilboudo/

Diallo a indiqué que cet atelier portera sur les prix du transfert. Elle a expliqué : « Les prix de transfert ce sont des prix qui s'effectuent entre des acteurs liés c'est-à-dire entre le vendeur et l'acheteur. C'est le cas des multinationales, des succursales, des filiales qui effectuent entre eux des échanges. Ces échanges se font à base des prix appelés des prix de transfert ». L'objectif de cette rencontre c'est de sensibiliser les administrations des douanes et celles des impôts sur l'importance de l'évaluation des marchandises à l'importation des prix de transfert ;

La suite à la page 5



SOCIÉTÉ

La suite de la page 4

a signifié la DGA des douanes.

Pour le représentant de l'OMD Luximan Babajee, cette formation offre l'opportunité aux fonctionnaires de l'administration fiscale et douanière de se rencontrer et de partager les différentes méthodologies. Cette formation permettra aux différents acteurs de se concerter, de regarder et d'examiner comment les deux administrations pourraient travailler ensemble pour une collecte et une mobilisation des ressources a affirmé Luximan Babajee. Selon lui, cet atelier est d'une importance capitale vue que de nos jours les transactions multinationales constituent plus de 60% des transactions. A écouter le représentant de l'OMD, promouvoir une coopération d'échange d'information entre les administrations des douanes et des fiscalités faciliterait la collecte et



A en croire la DGA des douanes, S. Micheline Ilboudo/Diallo, les transactions multinationales constituent un outil de transfert qui est un véritable outil de gestion de la performance.



Pour le représentant de l'OMD Luximan Babajee, les transactions multinationales constituent plus de 60% des transactions



C'est le cas des multinationales, des succursales, des filiales qui effectuent entre eux des échanges.



La Suite de la page 5.



Cet atelier qui durera cinq jours, concerne les acteurs fiscaux et douaniers de l'Afrique de l'Ouest du Centre.

améliorerait l'efficacité des recettes. Elle pourrait également permettre la gestion de risques, des audits, des enquêtes communes douanes et impôts qui va faciliter et diminuer le temps consacré aux opérateurs économiques. Pour le Directeur de l'école des douanes Casmir Sawadogo, la tenue de cet atelier

est en phase avec une mission du CRF, à savoir : « Organiser des formations régionales touchant des thèmes qui sont au cœur du métier des douanes.

Cet atelier qui durera cinq jours, concerne les acteurs fiscaux et douaniers de l'Afrique de l'Ouest du Centre. Ce type d'atelier

a déjà été effectué dans cinq régions d'Afrique a confié les organisateurs de cette formation.

Dorothee HIEN pour SCI



**OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC
BOBO DANS LES MEILLEURES
CONDITIONS**



Foire nationale du sésame: le label qualité au cœur des préoccupations

Région du Centre-Est



Le présidium à l'ouverture.

Dans le cadre de la 2^{ème} édition de la foire nationale du sésame à Koupèla, une conférence a été organisée par les acteurs de la filière sésame du Burkina sous le thème : «Etats des lieux de la filière sésame du Burkina: défis et perspectives». C'était ce vendredi 24 mars 2017 dans la salle de réunion de la direction régionale de la chambre de commerce et d'industrie du Centre-Est.

A l'occasion de cette 2^{ème} édition de la foire nationale du sésame, à Koupèla dans la province du Kourittenga, une conférence sur le label qualité a réuni plus d'une centaine de producteurs de sésame et partenaires techniques. Placée sous le thème: «Etats des lieux de la filière sésame du Burkina : défis et perspectives». Le top départ de cette conférence a été donné par August Kinda, Haut-Commissaire de ladite province. Cette conférence a été animée respectivement par le responsable de la filière sésame Pouya Thierry

puis JULES Djiguemdé expert du secteur privé et Boundi Djibril, conseiller technique du DG de l'APEX Burkina enfin de Bado Emile chef de service de Foner. Le premier communicateur a dans son exposé donné un aperçu de la filière sésame du Burkina fournit comme produit principal le sésame grain; et d'indiquer que la filière repose essentiellement sur les maillons production et commercialisation. Il a aussi relevé que la production de sésame a connu une forte croissance ces dernières années 143% entre

La suite à la page 8.



ACTU RÉGION

La suite de la page 7.



Les participants à la kyrielle de conférence.



Pour Adja Mamounata Vèlegda Grande Exportatrice du sésame «Le sésame constitue donc une source importante de contribution à la croissance économique du Burkina Faso. »

2009 et 2013. Le volume des exportations a aussi connu une forte croissance près de 129% en cinq (05) ans. Les exportations du BURKINA représentent 5,9% des exportations mondiales et est le 5ème exportateur mondial et 8ème en terme de quantité

a-t-il fait savoir. Le sésame paraît donc comme le 1^{er} produit agroalimentaire du Burkina Faso en termes d'exportation. Le Singapour, le Japon, le Ghana, la Chine et le Togo sont les principaux clients et représentent près de 90% des exportations du sésame du Burkina. Le communicateur a invité les producteurs à mettre surtout l'accent sur la qualité car nous avons des concurrents de taille entre autre l'Inde, l'Éthiopie, le NIGERIA. Il convient de ce fait d'améliorer la qualité du sésame pour renforcer la pénétration sur les marchés actuels et pour acquérir de nouveaux marchés a-t-il expliqué. Pour ce faire les participants ont eu des informations sur la normalisation, le label, la certification, la traçabilité, la procédure d'élaboration des normes, la situation de la normalisation en général, les avantages, le cadre juridique de

La suite à la page 9.



ACTU RÉGION

La suite de la page 8.

la normalisation, la présentation générale d'une norme. Ils ont enfin été sensibilisés sur les principales exigences d'exportation. La 2e communication a porté sur le projet de renforcement des capacités productives et commerciales de la filière sésame au Burkina Faso. C'est une initiative internationale lancée en octobre 1997 pour répondre en matière de développement du commerce a expliqué le communicateur. Après une série d'évaluation en 2000 et en 2004, le cadre intégré a été renforcé tant au niveau de la gouvernance qu'au niveau des finances (engagements plus importants des donateurs) a indiqué M. DJIGUEMDE. Il convient de souligner que chaque année plus de 90% de la population nationale de sésame est commercialisée pour plus de 45 Milliards de Francs CFA de devise. L'état de la commercialisation a été le point focal pour la troisième communication. Le communicateur a souligné que le prix du sésame au niveau national est plus élevé par rapport au prix à l'international . Le sésame constitue donc une source importante de contribution à la croissance économique du Burkina Faso. Selon les statistiques de l'enquête permanente agricole, la production au niveau de la



Le top départ de cette conférence a été donné par August Kinda, Haut-commissaire de ladite province.

région du Centre-Est pour la campagne 2013-2014 est de 8.948 Tonnes de sésame. Ces brillants résultats sont à saluer et à accompagner afin que la filière sésame occupe pleinement sa place dans l'économie nationale.

Amédée W. SILGA

silgaamedee@yahoo.fr

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**

Recevez l'actualité du jour , à 12 000 f cfa / ans



Réconciliation nationale : La CODER demande au Président du Faso d'organiser des assises nationales préparatoires

Région du Centre



« Nous avons parlé de la réconciliation nationale parce que nous avons rencontré plusieurs personnalités morales de ce pays pour parler du processus de réconciliation nationale.

Une délégation de la Coalition pour la Démocratie et la Réconciliation nationale, (CODER) conduite par son président, Me Gilbert Noël OUEDRAOGO a eu une séance de travail avec le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, dans la matinée du vendredi 31 mars 2017 à Ouagadougou.

A l'issue de la séance de travail,

le président de la CODER, Me Gilbert Noël OUEDRAOGO a expliqué que l'objectif de cette rencontre avec le Président du Faso, était de présenter la CODER, ses objectifs, son offre politique qui porte sur 4 points : la justice, la paix et la réconciliation nationale ; la remise de la Nation au travail ; la relance économique et enfin la sauvegarde de la démocratie. « Nous avons parlé de la réconciliation nationale parce que nous avons rencontré plusieurs personnalités morales de ce

pays pour parler du processus de réconciliation nationale. Et nous avons pensé qu'il était bon de faire le point au chef de l'Etat et dans ce point, nous avons demandé, comme cela avait déjà été fait le 16 octobre 2016, à la mise en place de la CODER, que le chef de l'Etat s'implique pour que la réconciliation nationale soit une réalité dans notre pays en lançant un appel pour un dialogue inclusif. Aujourd'hui, nous avons dit qu'il serait bon que le chef de l'Etat puisse lui-même

La suite à la page 11



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10



Selon Me Noël Gilbert OUEDRAOGO, le Président du Faso a prêté une oreille attentive à la démarche de la CODER et a assuré de son intérêt pour les questions de réconciliation nationale.



Aujourd'hui, nous avons dit qu'il serait bon que le chef de l'Etat puisse lui-même s'impliquer pour organiser des assises nationales préparatoires à la réconciliation nationale pour que tous les Burkinabè.

s'impliquer pour organiser des assises nationales préparatoires à la réconciliation nationale pour que tous les Burkinabè, toutes les forces vives de la Nation se retrouvent pour s'entendre sur la démarche consensuelle pour aller vers la réconciliation nationale. Cette démarche qui n'exclut pas la justice se fait au bénéfice du peuple et pour l'avenir », a déclaré le président de la CODER.

Selon Me Noël Gilbert OUEDRAOGO, le Président du Faso a prêté une oreille attentive à la démarche de la CODER et a assuré de son intérêt pour les questions de réconciliation nationale. Le chef de l'Etat a également indiqué qu'il examinera la requête de la CODER avec beaucoup d'attention et prend acte de la démarche de la Coalition. Le président de la CODER estime qu'aujourd'hui, avec tout ce qui a été dit, tous les Burkinabè veulent la réconciliation, une réconciliation qui ne fait pas l'économie aussi de ce qui s'est passé et où chacun assume sa part de responsabilité. « Nous sommes très satisfaits de cette audience que nous avons eue et nous resterons à l'écoute pour la réponse qui nous sera apportée par le chef de l'Etat. Nous lui avons remis une note d'informations, mais nous allons préparer un document plus approfondi que nous allons lui soumettre. A partir de ce moment, nous souhaitons que ce soit le Président du Faso, qui porte l'initiative pour la réconciliation nationale au Burkina Faso », a laissé entendre Me Gilbert Noël OUEDRAOGO.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

22ème Session du Cos-coton : Les acteurs se penchent sur les nouveaux enjeux des chaînes de valeur

Région du Centre



Durant 72 heures (du 27 au 31 mars 2017), des acteurs de la chaîne de valeur du coton africain à savoir les producteurs et les transformateurs industriels et semi-industriels.

Débutés le lundi 27 mars 2017, l'ouverture officielle des travaux de la 22ème Session du Comité d'orientation et de suivi du partenariat Union européenne-Afrique sur le coton (Cos-coton) est intervenue le jeudi 30 mars 2017 à Ouagadougou, sous la présidence du Premier ministre, Paul Kaba THIEBA. Une vingtaine de pays ont pris part à la rencontre placée sur le thème : « Les nouveaux enjeux pour un développement inclusif et durable des chaînes de valeur du coton en Afrique ». Cette 22ème réunion du COS-coton a

consacré la fin du programme Union européenne-Afrique sur le coton mis en œuvre depuis 2004 et ce, pour rendre plus compétitif « l'or blanc » dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Durant 72 heures (du 27 au 31 mars 2017), des acteurs de la chaîne de valeur du coton africain à savoir les producteurs et les transformateurs industriels et semi-industriels, etc. venus d'une vingtaine de pays d'Afrique et d'Europe ont pris part à la 22ème Session du Comité d'orientation et de suivi du partenariat Union européenne-Afrique sur le coton (Cos-coton).

Les travaux de cette rencontre ont été marqués par une série de Conférences, d'ateliers et de tables rondes et ont servi également de cadre pour valoriser les résultats du Programme Union européenne-Afrique sur le coton, résultats assortis de perspectives et de recommandations pour plus d'appuis futurs pour un développement inclusif et durable des chaînes de valeur coton en Afrique, confrontées aux énormes enjeux que constituent notamment la croissance démographique et les changements climatiques.

Les parties prenantes des chaînes de valeur coton-textile-habillement

La suite à la page 13



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

se sont également penchées sur les différents segments que sont la production, la transformation et la commercialisation, sans oublier les fonctions que constituent la recherche, l'encadrement agricole, l'approvisionnement en intrants et le financement. Selon le président du Cos-coton, l'ambassadeur Sékou Dit Gaoussou CISSE, l'objectif du Partenariat est de contribuer de manière durable à la lutte contre la pauvreté dans les zones cotonnières africaines par l'amélioration de la compétitivité, de la valeur ajoutée et de la viabilité des filières cotonnières africaines, de façon à en optimiser l'impact sur le revenu des producteurs.

Par ailleurs, il a précisé que le Programme a également cherché à répondre aux demandes des acteurs du coton africain, à travers deux appels à propositions qui ont permis d'une part, de mettre en place des actions complémentaires visant l'amélioration de la compétitivité des filières cotonnières africaines et, d'autre part, de renforcer les capacités des acteurs.

« Dans cette perspective et dans le but de capitaliser les acquis des deux phases du programme qui s'achève, il importe de prolonger, d'une part les appuis et partenariats stratégiques notamment avec l'Union européenne, dans le cadre de la Nouvelle approche du Groupe Afrique-Caraïbes-Pacifiques (ACP) sur le développement du secteur des produits de base et des chaînes de valeur. D'autre part, il est impérieux, voire vital que les appuis futurs soient orientés et ciblés de manière à relever les défis et menaces dont



Par ailleurs, il a précisé que le Programme a également cherché à répondre aux demandes des acteurs du coton africain.

nous sommes tous conscients et qui hypothèquent l'avenir du coton africain », a-t-il expliqué. En sus, le président du Cos-coton, a exhorté à toujours garder à l'esprit que les actions collective et individuelle en faveur du coton n'auront de sens que si elles contribuent à l'amélioration des revenus des producteurs, de leurs conditions de vie et d'existence, au renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les villes et campagnes et au développement intégré, endogène et durable des économies des Etas respectifs.

Le coton africain est à la croisée des chemins

Pour le Premier ministre, Paul Kaba THIEBA, la production du coton a

une importance socio-économique pour beaucoup de pays africains en ce sens qu'elle constitue une des principales sources de croissance des économies et une source d'emplois et de devises.

« Elle constitue également une source de revenus monétaires pour une multitude de personnes qui vivent directement ou indirectement de cette culture. A titre d'exemple, c'est plus de 80 milliards de F CFA qui ont été directement servis aux producteurs de coton du Burkina Faso au cours de la campagne 2015/2016 et près de 97 milliards de F CFA au cours de la présente campagne 2016/2017 », a-t-il justifié.

A écouter Paul Kaba THIEBA, cinq (05) défis doivent être relevés pour améliorer la compétitivité et garantir la

La suite à la page 14



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13



A écouter Paul Kaba THIEBA, cinq (05) défis doivent être relevés pour améliorer la compétitivité et garantir la viabilité des filières cotonnières .

viabilité des filières cotonnières : productivité, commercialisation, transformation locale, protection de l'environnement et sécurité alimentaire.

Puis, il a fait savoir que face à ces défis, il urge que des actions soient entreprises pour une relance durable des filières africaines afin de permettre aux producteurs de tirer grand profit des avantages comparatifs dont elles devraient bénéficier sur le marché mondial.

« Le coton africain est à la croisée des chemins par la recherche des voies et moyens pour son retour à la compétitivité. La redéfinition et la mise en œuvre de politiques macro-économiques associant les principaux acteurs, en vue de relever les défis, par la mise en place d'une synergie entre la production, la transformation, la commercialisation et les

investissements indispensables, sont aujourd'hui plus que vitales pour la survie du coton africain. En d'autres termes, la priorité actuelle du coton africain demeure la mise en chantier de politiques assurant la rentabilité des investissements de tous les acteurs, et c'est l'une des priorités de mon gouvernement », a-t-il évoqué.

Puis, il a soutenu qu'il conviendra de résorber les difficultés du secteur et de pallier les insuffisances à la fois institutionnelles et organisationnelles des acteurs pour la relance de la compétitivité du coton africain et que diverses actions transversales devront être menées au sein des filières cotonnières africaines, afin de mieux tirer parti de leurs avantages comparatifs et de réduire le différentiel de performance existant entre elles et leurs principaux concurrents internationaux.

Paul Kaba THIEBA a terminé son propos en relevant que l'avenir du coton africain réside également dans l'adoption d'une politique cotonnière commune au niveau régional.

« L'union faisant la force, il est donc urgent d'adopter et d'harmoniser les stratégies aux niveaux régional et continental d'une part, et d'assurer une bonne insertion de la stratégie régionale dans les politiques sous régionales et nationales, d'autre part. Ces stratégies devront être assorties d'un plan rigoureux de mise en œuvre impliquant les pouvoirs publics pour la mise en place d'un cadre réglementaire et institutionnel approprié, et l'implication du secteur privé, à travers des investissements conséquents », a-t-il insisté.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

« La tolérance zéro aux Mutilations génitales féminines n'est pas seulement une affaire de femmes », déclare Madame Sika KABORE

Région du Centre



A l'issue de l'exposé du rapport, l'épouse du Président du Faso a déclaré que « la tolérance zéro aux Mutilations génitales féminines n'est pas seulement une affaire de femmes.

L'épouse du Président du Faso, Madame Sika KABORE, a pris part en début de matinée de ce vendredi 31 mars 2017, à la séance de restitution des conclusions de l'étude juridique et de base sur les Mutilations génitales féminines (MGF) au Burkina Faso.

Ce rapport de « l'étude sur les Mutilations génitales féminines et l'excision dans le cadre de la collaboration des acteurs et de l'action juridique pour l'élimination de la pratique des MGF au Burkina

Faso et en Afrique de l'Ouest », a été une opportunité de partage d'informations essentielles en vue d'une meilleure appréhension de cette pratique néfaste à la santé de la femme ainsi que des jeunes filles.

A l'issue de l'exposé du rapport, l'épouse du Président du Faso a déclaré que « la tolérance zéro aux Mutilations génitales féminines n'est pas seulement une affaire de femmes. Dans ce combat, nous devons être ensemble et entreprendre ensemble des actions concertées visant des décisions fortes pour des

résultats encore plus tangibles ». En sa qualité de Coordinatrice nationale de la campagne de plaidoyer pour la généralisation de l'enseignement des contenus sur les MGF dans le système éducatif au Burkina Faso, Madame Sika KABORE a exprimé sa satisfaction pour le travail abattu « qui présente les vides juridiques dans la législation en place au Burkina Faso et qui a également permis de formuler des recommandations sur la manière dont nous devons mettre en synergies toutes les actions menées contre les MGF au Burkina Faso ».

La suite à la page 16.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15

La prochaine étape pour cette étude est sa présentation au cours d'un atelier national de validation. A ce sujet, Madame Sika KABORE s'est félicitée qu'aujourd'hui, avec l'épouse du président de l'Assemblée nationale, les épouses des membres du gouvernement et des députés de la représentation nationale, « nous avons apporté des compléments de recommandations qui vont être pris en compte avant la présentation à l'échelle nationale ». Inscrit dans le cadre du projet de renforcement de la collaboration et de l'action juridique pour éliminer les MGF au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest, ce projet est mis en œuvre dans notre pays par l'ONG Voix de Femmes à ses partenaires.



La prochaine étape pour cette étude est sa présentation au cours d'un atelier national de validation.



Inscrit dans le cadre du projet de renforcement de la collaboration et de l'action juridique pour éliminer les MGF au Burkina Faso et en Afrique de l'Ouest, ce projet est mis en œuvre dans notre pays par l'ONG Voix de Femmes à ses partenaires.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

CASEM du MJDHPC

Priorités en 2017 : Relectures de plusieurs textes de loi (Code pénal, Code des personnes et de la famille, Code de procédure pénal, Code de procédure civil...)

Région du Centre



Pour le Garde des Sceaux, ce CASEM s'inscrit dans le processus de consolidation des acquis et de la recherche des voies et moyens pour l'atteinte des résultats fixés.

Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a ouvert ce jeudi 30 mars 2017 au Centre national Cardinal Paul Zoungrana, le premier Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) de l'année 2017 du MJDHPC. Le conseil est placé sous le thème : « Réforme du secteur de la justice et des droits humains : Quelles contributions pour la mise en œuvre du Plan National

de Développement Economique et Social (PNDES) ».

Pour le Garde des Sceaux, ce CASEM s'inscrit dans le processus de consolidation des acquis et de la recherche des voies et moyens pour l'atteinte des résultats fixés.

« L'objectif final d'un tel processus, c'est de rendre non seulement notre justice plus accessible, plus efficace, plus équitable et plus protectrice des libertés

individuelles et collectives mais aussi d'assurer l'effectivité des droits humains et la promotion du civisme afin d'accompagner au mieux le processus de développement durable du Burkina Faso », a-t-il soutenu.

La programmation des activités, au titre de l'année 2017, a indiqué le ministre René BAGORO, devrait tenir compte de certaines priorités afin de permettre la poursuite des réformes engagées dans le secteur, notamment :
- l'opérationnalisation des

La suite à la page 18



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 17



La programmation des activités, au titre de l'année 2017, a indiqué le ministre René BAGORO, devrait tenir compte de certaines priorités afin de permettre la poursuite des réformes engagées dans le secteur.

deux pôles judiciaires de répression des infractions économiques et financières, d'une part, et des infractions liées au terrorisme, d'autre part ;

- la relecture du code des personnes et de la famille ;
- la relecture du code pénal ;
- la relecture du code de procédure pénale ;
- la relecture du code de procédure civile ;
- la relecture de la loi portant organisation judiciaire ;
- l'élaboration d'une loi sur les

techniques spéciales d'enquête ;

- la création d'une agence générale de recouvrement des avoirs saisis et confisqués ;
- l'extension et le renforcement de la brigade d'intervention rapide (BIR) ;
- la réorganisation du cadre juridique et institutionnel de la production pénitentiaire ;
- la prise en compte de l'approche basée sur les droits humains par le ministère et les acteurs partenaires ;
- l'élaboration du rapport sur le troisième passage du Burkina Faso à l'EPU ainsi que les autres rapports dus ;

- la poursuite de l'installation des membres de l'observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires.

La présentation du thème du CASEM, sera suivie de communications sur :

- la performance des juridictions et des établissements pénitentiaires durant l'année 2016 ;
- les efforts en matière d'information, notamment le développement du portail de publication de la jurisprudence et de la législation au Burkina Faso.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération ivoiro-burkinabè : les rideaux sont tombés sur les travaux des experts qui étaient en réflexion depuis 72h à Bobo

Région du Centre

La cérémonie de clôture de la 1ère réunion du Comité conjoint de suivi et d'évaluation des décisions et recommandations du Traité d'Amitié et de Coopération entre la République de Côte d'Ivoire et le Burkina Faso est intervenue ce matin 31 mars 2017 à Bobo Dioulasso.

Son Excellence Monsieur Alpha BARRY, Ministre des Affaires étrangères de la coopération et des burkinabè de l'extérieur et son homologue ivoirien Monsieur Marcel AMON-TANOÛ ont coprésidé cette cérémonie de clôture. Ils avaient à leur côté Monsieur Ally COULIBALY, Ministre de l'intégration africaine et des ivoiriens de l'extérieur et Madame Rita Solange AGNEKETOM/BOGORE, Ministre déléguée chargée de la coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur. Après la lecture du communiqué de presse par Monsieur Pascal BATJOBO, Directeur Général des Relations Bilatérales ; les deux Chefs de diplomatie ont félicité unanimement les experts pour la qualité de leurs réflexions qui ont permis d'aboutir à la signature du procès verbal de ce matin. A l'issue des allocutions de clôture Alpha Barry et Marcel AMON-TANOÛ ont animé un point de presse. Les deux hommes ont ainsi expliqué l'intérêt de cet exercice qui participe au renforcement de la coopération entre nos deux pays. Rendez-vous a été pris pour le mois de juillet prochain à Ouagadougou



Son Excellence Monsieur Alpha BARRY, Ministre des Affaires étrangères de la coopération et des burkinabè de l'extérieur.



Monsieur Marcel AMON-TANOÛ ont coprésidé cette cérémonie de clôture.

pour la tenue du sixième TAC. **DCPM /Affaires étrangères**



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Conseil des ministres du vendredi 31 mars 2017 : le programme « Burkina Startup » adopté pour favoriser l'émergence de jeunes entrepreneurs

Région du Centre

Le conseil des ministres s'est tenu ce vendredi 31 mars 2017 en présence du président du Faso. Divers dossiers ont été soumis à son ordre du jour ainsi que des communications orales.

-Au titre du ministre en charge des finances : le conseil a adopté le programme de financement « Burkina Startup », issue du fond de développement économique et social. Il s'agit d'un programme de 5 ans en raison de 2 milliards FCFA par an soit 10 milliards FCFA. Il vise à améliorer les conditions d'accès au financement, à favoriser l'émergence de jeunes entrepreneurs innovants dans tous les domaines, à contribuer à l'accélération, à la transformation et à l'innovation dans le business et à accroître la création d'emploi par les jeunes.

-Au titre du ministère de la Fonction publique : le porte-parole du gouvernement a indiqué que le conseil a adopté un décret portant évaluation de la performance des structures de l'administration publique. Les critères retenus sont : l'efficacité, l'efficacités, la gouvernance et l'impact. Il s'agit d'améliorer l'efficacité des structures publiques et d'améliorer la productivité au niveau de l'administration publique, de rationaliser les dépenses et surtout de redéployer les moyens de l'Etat pour que les dépenses publiques soient efficaces et opportunes.



Au titre du ministre en charge des finances : le conseil a adopté le programme de financement « Burkina Startup », issue du fond de développement économique et social.

-Au titre du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation : le conseil a donné son accord pour le lancement du processus de construction et d'équipement de cités universitaires en mode PPP. Il s'agit de Ouaga 2 pour 10 000 lits ; de Koudougou pour 1000 lits ; de Dédougou pour 500 lits ; de Fada Ngourma pour 500 lits et de Ouahigouya pour 500 lits. En plus, il faut compter des restaurants universitaires de 800 places, un foyer, un centre multimédia, des payottes d'études, des magasins, des parkings, des équipements sportifs à savoir des terrains de football, de basket, d'handball et la clôture de ses équipements avec des guérites. Le programme prévoit le démarrage de ce recrutement

du partenaire PPP en avril 2017. Et avant la fin de l'année, les travaux devraient commencer. Le coût est estimé à plus de 35 milliards FCFA.

-Au titre du ministère de la santé : le conseil a adopté l'approbation des résultats des travaux pour la construction d'infrastructures sanitaires : il s'agit de construire dans les 13 régions, des centres médicaux avec antenne chirurgicale.

DCPM/MCRP



ANNONCE

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3ème année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**Poste: Coordinateur
Technique Soutien
Réadaptation Physique et
Fonctionnelle Terrain – Volant**

Description

C O N T E X T E

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout ».

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables, elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

- La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)
- La Direction d'Action du Développement (DAD)

DESCRIPTION DU POSTE

Sur demande du Gestionnaire de Pool, vous êtes déployé sur les missions DAH d'Handicap International, pour des missions d'une durée d' 1 à 4 mois maximum. Entre vos missions, vous organisez vos temps de récupération et de congés.

OBJECTIF Général :

En tant que Coordinateur Technique Soutien Réadaptation Volant, votre objectif principal sera d'assurer les intérim des fonctions de Coordinateur Technique Soutien Réadaptation selon les besoins des missions de la DAH. Vous serez placé sous la responsabilité hiérarchique du Coordinateur de l'Unité Technique ou du Coordinateur Opérationnel (selon le set-up de la mission), et sous la supervision fonctionnelle du Référent Technique Besoins Spécifiques du Siège.

MISSIONS PRINCIPALES :

Le Coordinateur Technique Soutien Réadaptation Volant est garant des approches et réponses «Besoins Spécifiques» en particulier des interventions liées à la réadaptation physique, tout en devant assurer une vision globale de la réponse aux besoins spécifiques, qui inclut également le secteur de la santé mentale et de protection, ainsi qu'un travail sur l'accès à l'assistance humanitaire pour les personnes les plus vulnérables.

Principales responsabilités :

1/ Garantir le cadre technique et stratégique concernant la réponse aux besoins spécifiques dans le domaine de la réadaptation physique et fonctionnelle, à l'échelle de la mission

-Apporter des conseils techniques, stratégiques et méthodologiques sur les différentes phases liées au cycle de projets et/ou politiques et stratégies nationales

-Assurer une fonction de conseil auprès des Chefs de projets pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des projets

-Faciliter le lien / échange et croisements de compétences entre les différents projets et acteurs internes/externes dans le domaine de la réadaptation. Identifier, en lien avec le terrain, les compétences et expertises externes de proximité pouvant contribuer à la qualité des projets

2/Coordination et représentation

-Assurer un rôle d'interlocuteur privilégié pour le programme dans le domaine de la réadaptation, auprès des interlocuteurs internes ou externes et des partenaires

- Représenter et défendre les choix stratégiques et politiques de HI, déclinés dans les projets et approches transversales

3/ Reporting & capitalisation

- Identifier avec la Coordination technique les problématiques ou thématiques à capitaliser

La suite à la page 19



JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

– Définir, avec la Coordination technique, une méthode de capitalisation

– Collecter des données ou piloter la collecte des données nécessaires à partir de critères et indicateurs préalablement proposés dans la méthode

– Réaliser ou piloter l'analyse des données

4/ Formation et support aux ressources humaines

-Donner un avis technique, sur sollicitation du/des Chef(s) de projet, sur le recrutement et la formation de(s) l'équipe(s) projet.

Expériences / Formation du candidat

PROFIL RECHERCHE :

• Kinésithérapeute ou Ergothérapeute

• Au moins 5 ans d'expérience dans le domaine du travail de la réadaptation physique et fonctionnelle avec des publics en situation de vulnérabilité

• Expérience significative en mission humanitaire au sein d'une organisation internationale, sur le même type de poste

• Connaissances en gestion et/ou coordination de projet du secteur de la réadaptation physique et fonctionnelle

• Capacité de conceptualisation et formalisation d'outils, méthodes et procédures

• Excellentes capacités rédactionnelles

• Excellentes capacités en transfert de compétences (formation, accompagnement)

Langues parlées

Vous maîtrisez :

• Couramment le français et l'anglais et maîtrisez l'environnement Windows

Qualité du candidat

Vos qualités personnelles sont :

• Une grande réactivité et flexibilité en toute circonstances

• Capacité à fournir une importante charge de travail sous pression

• Sens des priorités, grande capacité d'organisation et d'autonomie

• Capable de vivre en communauté et en accepter les contraintes

Fonctions **A u t r e ,**
Technicien **spécialiste**

Activités Autre, Santé

Pays A f r i q u e ,
Amérique latine, Asie, Europe,
Moyen Orient, Océanie

Contrat C D D

Durée du contrat

Statut : CDD international de 12 mois renouvelable

Salaire / Indemnité

CONDITIONS SPECIFIQUES

AU CONTRAT D'EXPATRIATION VOLANT :

• Logement collectif pris en charge par Handicap International sur le terrain

• Déplacements siège-domicile pris en charge par HI

• Couverture santé (CFE + mutuelle) + assurance rapatriement International SOS

• Congés payés classiques + système de récupération R&R spécifique

• Mobilité totale nécessaire, selon les dispositions légales et les conditions aménagées par l'Association

• Situations de stress inhérentes à l'urgence

S A L A I R E

• **Salaire : A partir de 2 700 euros bruts par mois selon expérience**

• **Perdiem mensuel en fonction du pays d'affectation + harsdhip allowance en fonction des conditions de vie**

Postuler en ligne t t p s : //
hi.profilsearch.com/
recrute/fr/fo_annonce_voir.
id=1804&idpartenaire=130

Date de fin de validité 09/04/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Intervention Directeur des énergies renouvelables

Description

Compte tenu de la poursuite du développement de ses activités BTC est actuellement à la recherche d'un (m / f):

BTC International TA, Chef d'intervention (GI) sur les énergies renouvelables

M O Z A M B I Q U E

Ref .: MOZ / 14 / 030-1B

Lieu : Maputo, MOZAMBIQUE

Durée du contrat : 36 mois extensible

Date probable de début: dès que possible

Forfait Salaire mensuel: (cat. B476) entre 5.741,67 euros et 8.130,30 euros (ce qui inclut le salaire brut mensuel et les avantages: allocation de expat pénibilité et d'expatriation). Le salaire est calculé en fonction de la composition de la famille et le nombre d'années d'expérience pertinente.

Le contexte:

BTC recrutera un ITA (assistant technique international) avec une expérience internationale dans le développement des capacités et la gestion du changement.

Il / elle servira de conseiller

technique global du projet. Il sera le représentant BTC dans le cadre technique du projet. Il agira en tant que co-directeur technique et de soutenir la prise de décision conjointe. L'ITA sera basé dans le MIREME (ministère des Ressources minérales et de l'énergie) qui accueillera l'Unité de gestion du projet (UGP).

Il / elle sera responsable d'assurer la cohérence entre les différents types d'assistance prévues dans l'intervention, mais aussi pour assurer que les différentes activités de l'intervention contribuent à la réalisation de l'objectif spécifique. De plus, il / elle est responsable de générer un soutien au sein du Ministère pour le processus de changement interne par la communication, la négociation, la mise en réseau avec des agents de changement, encadrement, etc.

Il / elle appuiera également le gestionnaire de changement MIREME dans l'introduction du produit mis au point (s) dans MIREME et assurant que l'organisation (et les membres du personnel) sont en mesure d'utiliser le produit mis au point (s).

Toute l'assistance technique devrait être avant tout de transformation, avec au moins 75% du temps d'assistance technique consacrée aux activités de renforcement des capacités.

Toute l'assistance technique fournie sera principalement concerné par le transfert de la

capacité du Gouvernement du Mozambique en développant des compétences et des capacités du personnel local et / ou le développement de systèmes et procédures.

F o n c t i o n :

L'ITA a la responsabilité finale pour la réalisation des objectifs de la capacité de développement intervention MIREME. Les domaines de responsabilité comprennent (mais ne sont pas limités à) les domaines suivants:

Accompagnez, soutenir et guider l'étude de base complète pour l'ensemble de l'intervention

Gestion de l'intégration en mettant l'accent sur la portée et les zones de gestion de la qualité

Soutien à la gestion MIREME dans le changement organisationnel grâce à l'encadrement et le mentorat du personnel impliqué

Fournir des conseils stratégiques et d'encadrement à tous les acteurs impliqués dans l'intervention

Fournir des conseils / encadrement technique liée au développement des capacités

Soutenir le processus de planification participative par une participation active au dialogue, des conseils sur les questions de renforcement des capacités relatives à l'objectif spécifique projet et les résultats attendus

Fournir une contribution

La suite à la page 25



JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

technique à la préparation des termes de référence pour les différentes études et les activités de renforcement des capacités sous-traités et soutenir l'agence d'exécution pour assurer leur mise en œuvre adéquate

Soutenir et fournir des conseils techniques pour le recrutement d'experts internationaux et nationaux techniques spécifiques nécessaires à la mise en œuvre du projet

Assurer la cohérence et la coordination des stratégies et activités du projet pour les domaines liés au renforcement des capacités ainsi que les autres partenaires au développement au sein du ministère

Soutien, développer et mettre en œuvre un suivi des projets et plan d'évaluation

Il / elle aussi, en étroite coordination avec le MIREME Change Manager:

Jouer un rôle pour faciliter le changement en faisant attention aux signes de résistance et de développer des stratégies pour surmonter cette résistance ainsi que le personnel impliqué

Organiser, coordonner et superviser techniquement la mise en œuvre des activités du projet (y compris la ligne de base complète) conformément aux plans de travail approuvés

Assister et préparer aux réunions du comité directeur (SC) sur une base régulière

Contribuer aux rapports d'opérations à soumettre au SC

trimestriel Rapport au représentant BTC

Contribuer à la préparation de la planification financière et de l'approvisionnement et les plans de travail budgétisés

Établir et maintenir des bonnes relations de travail avec les participants au projet, les organismes de contrepartie, les donateurs et d'autres organisations et organismes gouvernementaux

Partager l'information sur le projet avec d'autres organisations et organismes au besoin

Assurer la liaison et les activités du projet coordonner avec d'autres projets d'assistance technique pertinent

P r o f i l :

Pertinente Master;

5 années d'expérience professionnelle dans le soutien des processus de changement dans les organismes publics;

5 années d'expérience professionnelle internationale ;

L'expérience de la gouvernance, le renforcement des institutions, des principes de gestion et de renforcement des capacités de changement, les stratégies et techniques;

L'expérience dans les énergies renouvelables est un atout;

Excellente planification, de gestion et d'organisation;

Niveau élevé de compétences interpersonnelles et de communication et une aptitude démontrée à communiquer et à négocier de manière efficace avec une grande diversité de groupes;

Capacité démontrée à travailler de façon autonome et contribuer de manière positive dans un environnement d'équipe;

La capacité de négocier et de gérer les conflits;

Solides compétences en coaching et le mentorat;

Excellentes compétences en communication et rédaction de rapports;

Un niveau élevé de connaissances en informatique, y compris Word, Excel, Internet, E-mail, Power Point;

Excellent anglais et portugais;

La sensibilité aux questions de genre et de l'environnement; S'il vous plaît demander au plus tard Avril 23 2017, grâce à nos www.btcctb.org/en/content/jobs site.

Si vous avez des questions supplémentaires , ne hésitez pas à nous contacter au +32 (0) 2/505 18 65.

I n t é r e s s é ?

Ville Maputo, Mozambique

La suite à la page 26



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

Fonctions	Coordination,	Email de la personne	SQT09&_s.crb=5HJpzMkW
Gestion	de projet	contact	00GmamxVFSvR9uRQSyU%
Activités	Agriculture,	Postuler en ligne	https://
Environnement,	Génie	career012.successfactors.eu/	Date de fin de
civil,	Hydraulique	career?company=C000960	validité 23/04/2017
Pays	Afrique, Mozambique	484P&career_ns=job_listing_	
Contrat	C D D	summary&navBarLevel=JOB_	
		SEARCH&site=VjItRG9OVk	
		tVYS9CQ3J3RmtmaHoxaFp	



Avis de recrutement

**Poste: Directeur (ice)
Administratif Financier et
des Ressources Humaines**

Description

Bibliothèques Sans Frontières est une ONG née en France en janvier 2007. BSF œuvre pour que chaque femme et chaque homme, à travers le monde, puisse vivre dignement et s'épanouir à travers un accès facilité, ouvert et libre aux bibliothèques, à l'information et à l'éducation et ce, dans un souci constant de promotion de la diversité culturelle. Plus d'informations sur www.bibliosansfrontieres.org.

L'association compte deux représentations internationales : en Belgique et aux Etats-Unis ; deux bureaux à l'étranger : en Jordanie et au Burundi et une filiale commerciale : BSF Services

Nous vous confions un budget annuel de 7,9 M d'€, avec un prévisionnel pour 2017 qui s'élève à 10 M d'€ / gestion de paie externalisée.

M i s s i o n s

Rattaché à la Direction Générale, vous animez une équipe de 5 collaborateurs et êtes en charge de la gestion administrative, financière et des ressources humaines de l'ensemble des structures du groupe BSF.

Vous suivez les opérations de comptabilité générale et auxiliaire, supervisez la trésorerie, le social ainsi que les déclarations fiscales. Vous veillez à la cohérence et à la fiabilité des informations comptables et financières. Supervisez les procédures budgétaires, analysez la situation financière et optimisez le pilotage de l'ensemble des structures du groupe BSF. Vous préparez

l'arrêté des comptes annuels en collaboration avec notre cabinet d'Expertise Comptable.

Afin d'accompagner et piloter au mieux la croissance de nos structures, vous mettez en place des procédures harmonisées de saisie et de vérification comptable ; Garantissez leur respect en lien avec le comité d'audit interne. En tant que bon manager, vous recrutez et accompagnez la progression de vos collaborateurs.

P r o f i l

Vous êtes issu d'une formation supérieure Bac +4/5 (DCG, Ecole de Commerce, IAE, Sciences Po) et possédez une belle expérience professionnelle de 5 ans minimum sur des missions similaires, idéalement au sein d'une ONG internationale ou milieu associatif.

Vous maîtrisez parfaitement

La suite à la page 27



JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

les enjeux de la gestion financière, de la comptabilité, de la trésorerie et des règles de suivi financier des bailleurs de fonds internationaux (agences des nations unies, ministère, Union Européenne, fondation d'entreprise.

Vous possédez des connaissances solides en gestion et administration des ressources humaines.

Rigoureux, méthodique et organisé, vous appréciez le travail en autonomie et savez faire preuve d'initiative. Vous possédez une réelle capacité à fédérer qui vous permet d'accompagner le changement et impulser un dynamisme et des méthodes, de par votre expérience terrain ou expérience à l'international.

Vous souhaitez intégrer une fonction structurante et stratégique dans une ONG avec des valeurs fortes,

envoyez votre candidature!

Ville Montreuil

Expériences / Formation du candidat

P r o f i l

Vous êtes issu d'une formation supérieure Bac +4/5 (DCG, Ecole de Commerce, IAE, Sciences Po) et possédez une belle expérience professionnelle de 5 ans minimum sur des missions similaires, idéalement au sein d'une ONG internationale ou milieu associatif.

Vous maîtrisez parfaitement les enjeux de la gestion financière, de la comptabilité, de la trésorerie et des règles de suivi financier des bailleurs de fonds internationaux (agences des nations unies, ministère, Union Européenne, fondation d'entreprise.

Langues parlées

F r a n ç a i s

A n g l a i s

Fonctions Ressources Humaines

Activités Economie, Finance, Administration

Pays Europe, France

Contrat C D I

Documents à envoyer

Pour candidater, veuillez postuler sur notre site internet : <https://www.bibliosansfrontieres.org/agir-ensemble/travailler-chez-bsf/>

Date de fin de validité 2 7 / 0 5 / 2 0 1 7



Avis de recrutement

Poste: Finances et directeur des ressources humaines - Tikrit

Description

Nous sommes à la recherche de notre délégation en Irak pour une Finance & HR Manager

Lieu et conditions de travail: Tikrit - Irak

Taux d'activité: 100%

Date de début du message: 15/04/2017

Durée: 5 mois

Date limite: Terre des hommes ne fixe pas de date de clôture

pour ce poste; le recrutement est en cours jusqu'à ce que le poste soit comblé.

Conditions :

contrat salarié suisse 2'950 CHF (~ 2'550 €) <> 4'300 CHF (~ 3'700 €) nets / mois selon expérience x 13, Vacances: 25 jours par an. hébergement local et le transport,

La suite à la page 28



JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

l'assurance maladie, accident et assurance rapatriement médical, vol de retour.

Le contexte:

En 2016, Tdh a lancé une WaSH d'urgence intégrée, protection de l'enfance et de la réponse de NFI, après plusieurs vagues de personnes déplacées résultant des opérations militaires pour libérer les districts Shirgat, ainsi que le Corridor Sud Mossul. Tdh fonctionne actuellement dans les districts de Tikrit, Shirqat, Baiji et Tooz. Tdh fonctionne également dans le gouvernorat de Kirkouk par subvention en espèces et aide à la protection de l'enfance.

Le titulaire du poste effectuera ses fonctions conformément à la Charte de Terre des hommes et la politique sauvegarde des enfants Tdh.

Terre des hommes attend son personnel au comportement conformément à la culture et les traditions locales. Le titulaire du poste assure la protection morale du nom de Terre des hommes et maintient en toutes circonstances les intérêts de l'organisation.

Tdh intervient sans affiliation à la politique, la religion ou le profit financier. Le titulaire de son ou ses activités directement et engagements sans préoccupation d'appartenance politique, raciale ou religieuse.

Principales responsabilités :

Gestion financière et comptable

Budget et gestion financière

Veiller à l'application des procédures et des règles de financement des bailleurs de fonds Tdh;

Assurer le suivi budgétaire Tdh (analyse des coûts réels, le budget mensuel de suivi, prévisions trimestrielles, etc.) et la gestion des contrats des donateurs;

Suivi ventilation du budget Tdh en étroite collaboration avec le coordonnateur administration et finances et chefs de projet;

Participer à la conception des budgets afin de prévoir les besoins pour les projets futurs;

Participer à la gestion des subventions et des réunions de suivi;

Participer à tous les aspects financiers des audits (statutaires locaux, les donateurs, ad hoc, etc.).

gestion de la trésorerie

Planifier et consolider les demandes mensuelles en espèces pour la base (en coordination avec le chef de base et les chefs de projet).

Gestion comptable

Vérifiez que les pièces justificatives sont valables et suffisants;

Les allocations de superviser le code comptable et le budget;

Vérifier le remplissage / estampage des documents comptables;

Vérifiez les allocations

conformément au plan de couverture des coûts (CCP) et l'affichage dans le système comptable de Saga;

Préparer la clôture de la comptabilité mensuelle (y compris l'allocation des dépenses des donateurs) à envoyer au bureau de coordination (fichiers électroniques, docs numérisés);

Surveiller et faire appliquer les procédures d'engagement des dépenses.

Administration et logistique

Vérifier l'utilisation correcte des formulaires administratifs (devis, demande d'achat, billets vendus, etc.); les mettre à jour si nécessaire;

Assurez-vous les limites d'autorisation de paiement sont respectées;

Veiller à la procédure d'achat sont respectées et suivies;

Vérifiez que les documents avec les bordereaux de paiement sont réalisées en termes de procédures logistiques;

Fournir de l'information comptable nécessaires à la gestion des stocks d'actifs;

Soutenir l'équipe logistique dans la stipulation des contrats pour les véhicules et les locaux de location; assurer le paiement des contrats.

Les politiques, systèmes et procédures de gestion

Adhérer et contribuer à la promotion de la Charte Terre

La suite à la page 29



JOBS CAMPUS

La suite de la page 28

des hommes, Code de conduite et principes d'exploitation;

Assurer la mise en œuvre des procédures financières transparentes, administratives, ressources humaines et de la logistique, tel que défini dans le Règlement Tdh.

Gestion des ressources humaines

Surveiller le processus de recrutement du personnel national dans le domaine en conformité avec les procédures Tdh et le droit irakien et du Kurdistan ou du travail;

le financement du projet, le terrain administratif et des ressources humaines sur la base des descriptions de travail du personnel assurant le respect des besoins de la mission et la cohérence entre les lieux de travail;

Aider les gestionnaires à la planification des ressources du personnel: les descriptions de poste, le recrutement, la formation et l'induction pour tout le personnel, le cas échéant;

Gérer (jour des activités quotidiennes, les heures de travail, la planification de présence, etc.) et évaluer le personnel, en encourageant le travail d'équipe efficace et assurer la supervision et l'orientation;

Superviser et / ou préparer pour les employés nationaux des bulletins de paie;

Veiller à l'ensemble du personnel basé sur le terrain (national et international)

soumettre leurs feuilles de temps selon modèle conçu pour la conformité des donateurs;

Mise à jour et le suivi des contrats nationaux de travail du personnel;

Assurez-vous de la base de données du personnel national est à jour, selon les directives Tdh (congrés de maladie, les vacances, le salaire de base, les informations personnelles, contact, etc.);

Veiller au respect de la base au personnel des règlements et des politiques internes;

Participer à la mise à jour régulière et la gestion transparente de l'échelle des salaires des bureaux de pays;

Veiller à ce que les gestionnaires de projet mènent des procédures disciplinaires et des griefs et des entrevues de sortie constante, le cas échéant.

Capacité? bâtiment

Évaluer les finances, l'administration et les ressources humaines capacités du personnel et faire des recommandations pour la prestation de formations en utilisant les ressources internes ou externes;

Identifier les besoins de formation et les lacunes (individuelles et collectives) pour les finances nationales, l'administration et les ressources humaines du personnel et mettre en œuvre un plan de formation;

Mentor l'ensemble du

personnel dans les domaines de la finance, de l'administration et des ressources humaines.

C o o r d i n a t i o n
coordonner étroitement avec le bureau de coordination.

R e p r é s e n t a t i o n
Assister ou déléguer la participation aux réunions pertinentes de coordination interinstitutions au besoin.

C o m p t e - r e n d u
Produire et soumettre à la tête de base et le coordonnateur des finances et d'administration un rapport de situation mensuel et le pack d'administration;

Coordonner, participer et élaborer des rapports financiers et des donateurs pour la soumission.

S é c u r i t é
Se conformer aux Tdh Règlement sur la sécurité;

Rapports Tout incident de sécurité / de sécurité et / ou risque au représentant pays.

Politique sauvegarde des enfants

S'engager à respecter la politique sauvegarde des enfants et signe le Code de conduite;

Signaler les cas graves d'abus sur les enfants identifiés par l'équipe de protection de l'enfance au représentant par pays. La stricte confidentialité doit être respectée.

A u t r e s

La suite à la page 30



JOBS CAMPUS

La suite de la page 29

Entrepren toutes les autres tâches qui peuvent être déterminées par le représentant du pays et qui sont compatibles avec le travail;

Maintient et assure une culture de la stricte confidentialité - personnel entre Tdh et entre le personnel Tdh et les employés non Tdh.

Profil :

expérience en matière de comptabilité et de gestion financière

L'expérience et les connaissances dans le respect des bailleurs de fonds et la gestion des subventions, en particulier ECHO, les agences de l'USAID-OFDA et de l'ONU

budgetisation forte et les compétences de gestion financière

niveau professionnel en comptabilité de SAGA

connaissances importantes dans la gestion de la logistique et des procédures de passation des marchés

Importantes connaissances et de l'expérience dans la gestion des ressources humaines

Connaissance de base de HOMERE RH et paie un logiciel de gestion de glissement

Expérience dans un postes similaire

une connaissance approfondie de la réponse humanitaire internationale et de développement

Diplôme en

Comptabilité / Finance
Excellente anglais écrit et parlé

La connaissance de l'arabe est un atout

Compétences avancées
i n f o r m a t i q u e s

Politique de protection des enfants:

Pour engager à respecter Tdh politiques de gestion des risques, y compris: la politique de protection des enfants, la sécurité et la politique et de lutte contre la fraude / Politique de sécurité corruption, Politique de dénonciation

Pour engager à assurer la meilleure application possible des e Tdh politiques de gestion des risques en Irak

Pour engager à informer les superviseurs et de traiter tous les cas, les allégations ou possibilité de transgression, même potentiel, des politiques de gestion des risques Tdh

Nous offrons un travail passionnant et varié, utile et significative, dans une équipe qui veut faire une différence pour les enfants vulnérables.

Es tu intéressé? Voulez - vous faire face à ce défi?

P r o c é d u r e :

S'il vous plaît postuler sur notre site: www.tdh.ch/en/jobs Nous ne prendra en considération les demandes complètes en ligne correspondant au profil requis. Votre demande doit comprendre un CV complet et une lettre d'accompagnement.

Si vous n'êtes pas sur la liste restreinte, votre dossier sera détruit par nous, selon les règles de protection des données.

Si vous faites face à des difficultés dans l' application en ligne, s'il vous plaît contacter notre service RH : rh@tdh.ch

Terre des hommes offre des conditions de travail égales pour les hommes et les femmes. En outre, pour les candidats ayant des qualifications équivalentes et pour les postes ayant des responsabilités, les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Les procédures de recrutement et de sélection de Terre des hommes sont le reflet de notre engagement pour la sécurité des enfants et de la protection.

Ville T i k r i t

**Fonctions A u t r e ,
Coordination, Gestion de projet**

Activités A u t r e

Pays Moyen Orient, Irak

Contrat C D D

Postuler en ligne https://tdh.luceosolutions.com/recrute/fo_annonce_voir.php?id=809&idpartenaire=20002

Date de fin de validité 30/04/2017



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

25/03/2017 AU 01/04/2017 Groupe III

Ave Maria	25	47	98	88			
Balkuy	25	37	51	36	Naaba Koom	25	35 70 46
Baraka	25	33	02	72	Nagrin	25	46 90 48
Belle ville	25	40	84	14	Nazani	25	36 65 10
Cathédrale	25	31	28	07	Ninrwa	25	41 80 38
Charis	25	47	98	78	Noom-Wendé	25	50 31 17
Concorde	25	31	29	49	Pissy	25	43 13 35
Coura	25	38	83	90	Sacré cœur	25	34 60 60
Djimbina	25	35	77	65	Saint Julien	25	38 06 10
Dunia	25	36	20	51	Saint Lazare	25	36 86 48
Ecoles	25	31	52	32	Saint Michel	25	45 48 08
Fraternité	25	36	48	00	Santé-validité	68	91 87 04
Galiem	25	35	28	44	Savane	25	31 13 48
Hosanna	25	41	26	48	Taoko	25	36 69 27
Jeunesse	25	34	35	04	Téranga	25	36 09 70
Kamin	25	34	30	28	Wend denda	25	31 09 64
Kilwin	25	50	84	62	Yennega	25	37 03 37
Sainte Trinité	25	41	26	46	Zone I	25	48 15 13/53
Mariama	25	30	05	76	Zoungrana	25	40 98 75
Naab Raga	25	30	06	27			

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Rédacteur en chef

Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage

- Alfred Syé KAM

- Aminata PORGO

- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Aminata PORGO

Bernard HIEN

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info

226 76609721/ 72080505/ 72072121

05BP5805 Ouaga02

Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO